

*Initiatives ministérielles*

salaires, qui ne les gèlent jamais. Ce sont les membres du NPD. C'est grotesque. Ce n'est pas sérieux.

Les gens de ma région les croient. Parce que je suis honnête, ils ne me croient pas, moi. Ils veulent un homme politique honnête. Je vais tenter de demeurer honnête, parce que je dis les choses comme elles sont. Vous êtes chanceux d'avoir un emploi. Nous allons traverser cette période difficile, et peut-être que l'an prochain, ou encore dans deux, trois ou même quatre ans, vous en obtiendrez plus.

Le NPD ne défend pas les travailleurs pauvres qui perdent de l'argent. Il défend les syndicats, qui sont à peu près leur seule source de financement. Il n'attire pas les gens d'affaires, ni les gens qui connaissent des problèmes de nos jours. Il ne compte pas sur l'appui des gens d'affaires qui créent des emplois et qui ont besoin d'avoir accès à leurs marchandises, coincées au port de Montréal, pour les vendre et les livrer à leurs clients.

Ces gens ne lui accordent pas leur appui. Ils sont de mon côté. Ils m'appellent pour me dire: «Monsieur, vous devez faire quelque chose. Dites au ministre de se grouiller.» Je ne vous dirai pas quoi au juste, parce qu'ils ont utilisé des termes antiparlementaires dans la conversation que j'ai eue avec eux il y a à peine quelques minutes. J'ai des marchandises dans les ports et je dois les vendre, me disaient-ils, et ce sont eux les bons garçons.

Je ne sais plus. Je ne sais pas où l'on s'en va. C'est la vérité. J'espère que tous ceux qui suivent le débat le comprennent.

[Français]

Monsieur le Président, je vais aller au sujet qui m'importe le plus et au sujet duquel j'ai pris la parole pour une deuxième fois. Ce matin, il y a eu environ 200 personnes qui ont le droit d'être en grève, que je respecte, qui se sont emparé de mon bureau de comté où il y a deux employés qui sont là, pour leur faire un petit peu de brasse-camarade. Ils ne sont pas syndiqués, ce sont des gens qui travaillent pour moi et ils n'ont pas le droit de parler en mon nom. Ce sont des employés qui font leur possible. On sert le public. Mais que ces gens-là viennent nous intimider dans mon bureau—ce n'est pas leur bureau, c'est le mien. Quand je vais à leur bureau, je prends un rendez-vous, ce sont juste des fonctionnaires. Et moi, je suis député, et ils ont le droit d'entrer, ces 200, et de brasser la cage et de dire: Je cherche le député quand ils savent que le député est ici.

Mais, monsieur le Président, je vais leur dire à ces gens-là, comme je leur ai dit hier dans mon discours, vous êtes des gars utiles, vous êtes des gars dont on a besoin, vous êtes des gars avec qui on a travaillé. Il y en a parmi ceux-là qui sont de grands travailleurs et qui donnent 110 p. 100 de leur temps et de leur vouloir au gouvernement

et au public, aux Canadiens. Mais il y a une chose à laquelle je ne céderai jamais, et je vous le dis à vous tous qui m'écoutez, c'est l'intimidation, le chantage et le mensonge. Ce sont trois choses que je disais aux enfants, lorsque je faisais du bénévolat—et j'en ai fait pendant 20 ans—dans mon comté et que j'avais des clubs de baseball avec de jeunes enfants, je disais cela aux enfants et aux parents: Il y a deux choses; les mensonges et le chantage, gardez cela pour vous, parce qu'au prix qu'on est payés, on ne peut pas se permettre cela. Cela coûte trop cher. Non, non, au baseball, les gens étaient consentants, ils comprenaient cela. C'était du bénévolat. «Si tu ne fais pas jouer mon garçon, je ne ferai pas ci, je n'achèterai pas de gaz chez vous», j'ai entendu cela pendant 20 ans. «Il est bon mon garçon». Pour elle, il était bon, mais pour moi, il ne l'était pas. Mais on a essayé de les faire tous jouer.

«C'est sûr que nos enfants sont toujours plus fins et plus beaux que les autres», je disais à la dame, «nos enfants sont beaucoup plus beaux que les autres, sont beaucoup plus intelligents, mais il y a en a d'autres qui le sont aussi», et c'est ce qu'ils n'acceptaient pas. Alors, on me faisait du chantage. Et quand quelqu'un me faisait du chantage, le petit gars ne jouait plus à la balle. Je disais à la dame d'aller le faire jouer avec elle dans sa cour ou au monsieur. C'est la même chose en politique. Si tu ne me fais pas cela, je ne voterai plus pour toi. Cela ne devient-il pas fatigant? Et là, ils disent: On veut un député honnête, *clean-cut, white, pure*. Mais savez-vous qu'on est le reflet de la population, savez-vous qu'on est le reflet de ces mêmes gens-là qui viennent nous conter des romances? Mais nous, on n'a pas le droit de le dire. Elles ne sont pas dans les journaux, ces choses-là. Si c'est un député, il sera dans les journaux; si c'est un simple citoyen, on n'en parlera pas, il n'est pas intéressant. Cela ne pogne pas! Mais ce sont ces gens-là qui viennent nous créer des problèmes, comme M. Kealy.

Dans les journaux, on a oublié d'en parler de son passé, son *background*. Ce n'est pas un pur. Ce n'est pas blanc comme neige. Non, ce n'est pas blanc comme neige. Tout le monde fait son possible. Tout le monde veut aider tout le monde. Mais on ne peut pas parler de choses qui nous viennent d'un bord et l'autre avec le chantage, «puis si tu ne me donnes pas ça, je ne ferai pas ça». Je peux tout leur donner à mon monde. Je pourrais tout leur donner, mais ils sont les premiers qui viennent me voir en me disant: Les taxes, là, c'est assez. On est trop taxés! Ils ont raison. Mais, bon Dieu, ça fait quatre ans que j'ai compris ce message-là, moi! Tout ce que je fais c'est que j'essaie de ne pas les taxer plus. On pourrait leur donner un arbre de Noël en or. Pour le moment, il faut qu'ils se contentent d'un arbre de Noël vert, qui vient du bois, nature. On n'en a pas en or. J'aimerais leur en donner chacun un